



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens

[Publication](#)

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

La croissance économique est de 0,1 % au premier trimestre de 2013

En retrait de 0,1 % au quatrième trimestre, l'activité économique a diminué de 0,3 % sur l'ensemble de l'année 2012

Ce vendredi 3 mai 2013, l'Institut des comptes nationaux (ICN) diffuse le résultat de l'estimation « flash » de la croissance économique du premier trimestre de 2013. Simultanément, il publie une version révisée des comptes du quatrième trimestre et de l'ensemble de l'année 2012, qui intègre notamment les données récemment publiées pour les trimestres de l'année 2012 en matière de comptes des administrations publiques et de balance des paiements.

Il est à noter qu'afin de se conformer aux meilleures pratiques européennes, il a été décidé de revoir les comptes des administrations publiques des trois dernières années pour lesquelles un résultat annuel avait déjà été publié (<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/DQ3/HISTO/NFCO12.PDF>). Ces modifications ont déjà été intégrées dans la présente publication des comptes trimestriels.

1. Estimation « flash » de la croissance économique du premier trimestre de 2013

Selon l'estimation « flash » du produit intérieur brut (PIB) en volume et corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, l'activité économique a affiché une croissance de 0,1 % par rapport au trimestre précédent, et elle a diminué de 0,5 % par rapport au premier trimestre de 2012.

2. Comptes du quatrième trimestre de 2012

L'activité économique était en léger retrait au quatrième trimestre de l'année 2012. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a diminué de 0,1 % par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le PIB est en baisse de 0,5 % après un recul de 0,4 % au troisième trimestre.

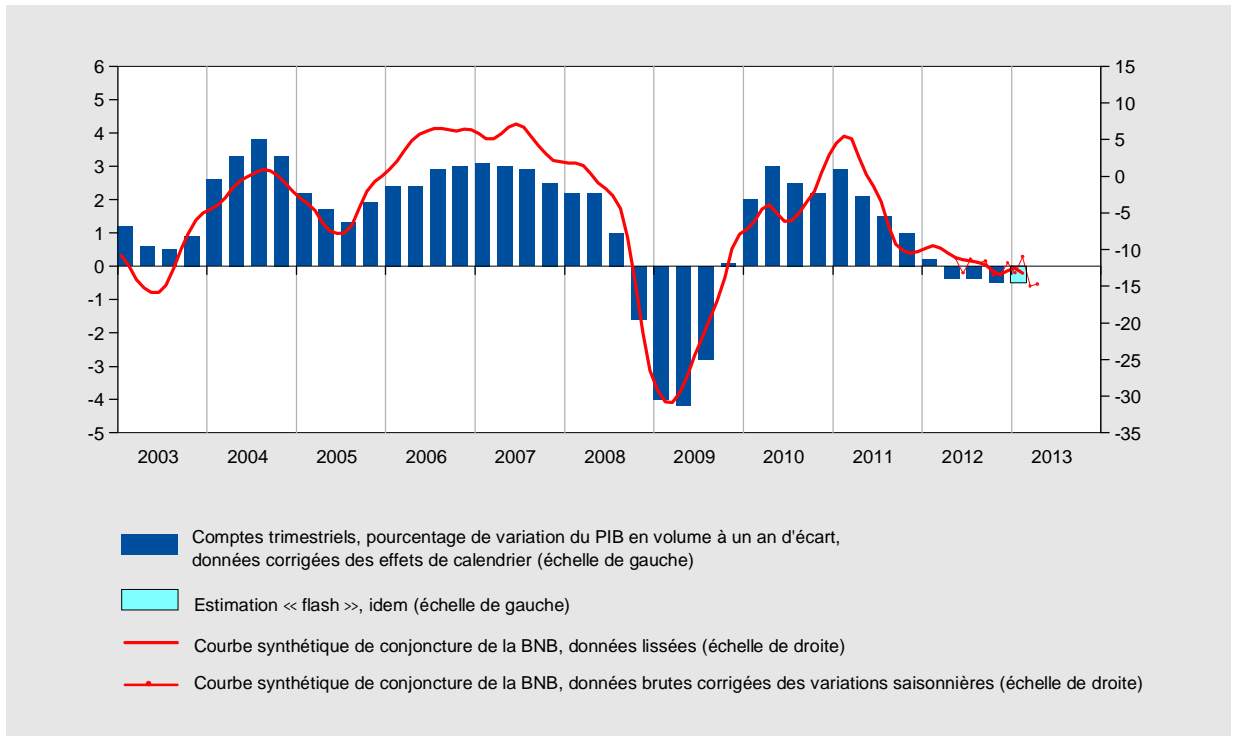
Par rapport au trimestre précédent, la valeur ajoutée a reculé dans la construction (-1,3 %) et dans l'industrie (-0,6 %), et a enregistré une croissance nulle dans les services.

La croissance économique a été principalement affectée par la diminution des dépenses intérieures hors stocks (-0,2 %). Cette pression à la baisse est exclusivement imputable aux dépenses du secteur privé: sa consommation a reculé de 0,1 % et les investissements des entreprises et en logements ont tous deux diminué de 1,3 %. En revanche, la contribution des dépenses des administrations publiques à la croissance économique a été légèrement positive: les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont augmenté de 0,2 % tandis que les investissements du secteur public ont progressé de 1,3 %.

Étant donné leur haute teneur en produits importés, la forte baisse des exportations (-1,1 %) se retrouve également dans les importations (-1,4 %). La contraction des importations s'étant toutefois révélée plus marquée que celle des exportations, la contribution du solde extérieur à la croissance du PIB a été légèrement positive (+0,2 point de pourcentage). Les variations des stocks ont quant à elles apporté une contribution nulle à la croissance économique.

L'emploi intérieur a augmenté de 0,1 % par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de l'évolution positive dans les secteurs de l'intérim, de la santé et de l'action sociale, ainsi que dans l'emploi indépendant. Le volume de travail des salariés a également affiché une hausse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent.

PIB et évolution conjoncturelle



Source: ICN.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS**PIB, ÉVOLUTIONS TRIMESTRIELLES EN VOLUME***(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)*

	Pourcentages de variation par rapport au	
	trimestre correspondant de l'année	trimestre précédent
	précédente	
2010 I	2,0	0,1
II	3,0	1,0
III	2,5	0,6
IV	2,2	0,5
2011 I	2,9	0,8
II	2,1	0,2
III	1,5	0,0
IV	1,0	0,0
2012 I	0,2	0,1
II	-0,4	-0,4
III	-0,4	0,0
IV	-0,5	-0,1
2013 I	-0,5	0,1

PRINCIPALES COMPOSANTES*(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

	2011				2012			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Valeur ajoutée								
Industrie	1,0	0,0	-0,4	-0,4	-0,6	-1,6	0,0	-0,6
Construction	2,8	1,0	0,3	1,0	0,0	0,2	-0,2	-1,3
Services	0,9	0,2	0,1	-0,2	0,1	-0,2	0,1	0,0
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	0,1	-0,4	0,0	-0,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,4	0,4	0,3	0,1	0,0	-0,1	0,1	0,2
Formation brute de capital fixe totale	0,6	3,0	-0,7	-0,9	0,5	-0,9	0,2	-1,1
Entreprises	2,3	5,3	-0,8	-1,3	1,0	-0,8	0,4	-1,3
Logements	-3,8	-1,5	-2,2	-0,4	0,2	-0,7	-0,6	-1,3
administrations publiques	3,8	0,7	5,5	0,3	-1,8	-1,6	1,2	1,3
Demande intérieure (hors stocks)	0,0	0,6	-0,1	-0,2	0,2	-0,4	0,1	-0,2
Variations des stocks (2)	0,2	-0,1	0,8	0,1	-0,3	-0,2	-0,2	0,0
Exportations de biens et de services	1,7	0,7	0,7	-2,0	1,9	-0,2	0,6	-1,1
Importations de biens et de services	0,9	1,1	1,5	-2,2	1,7	-0,5	0,5	-1,4
Exportations nettes de biens et de services (2)	0,6	-0,3	-0,6	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,4	0,3	0,2	0,3	-0,2	0,0	-0,1	0,1
Volume de travail des salariés	0,7	0,2	0,3	0,4	-0,4	-0,1	0,0	0,1

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

3. Comptes de l'ensemble de l'année 2012

Sur l'ensemble de l'année 2012, le PIB en volume corrigé des effets de calendrier s'est contracté de 0,3 %, après avoir crû de 1,9 % en 2011.

La valeur ajoutée a fortement diminué dans l'industrie, où elle a reculé de 2,5 %, après avoir augmenté de 2,5 % en 2011. Le rythme de progression dans la construction a nettement ralenti, revenant de 5 % en 2011 à 1 % en 2012. Enfin, dans les services, la valeur ajoutée a légèrement régressé (-0,1 %), alors qu'elle s'était encore accrue de 1,9 % en 2011.

En 2012, l'activité économique a essentiellement pâti du repli de la demande intérieure hors stocks (-0,2 %) et, plus particulièrement des dépenses du secteur privé, dont la consommation s'est tassée de 0,3 %. Alors qu'en moyenne, les investissements des entreprises ont encore tout juste augmenté de 0,1 % en 2012, ce sont surtout les investissements en logements des ménages qui se sont nettement contractés, de 2,8 %.

En revanche, les dépenses des administrations publiques ont apporté une contribution légèrement positive à la croissance économique: les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont progressé de 0,4 %, alors que les investissements des administrations publiques ont crû de 0,9 %.

La demande extérieure s'est également essoufflée en 2012. La hausse du volume des exportations de biens et de services est revenue de 5,5 % en 2011 à 0,7 % seulement en 2012. Compte tenu de leur haute teneur en produits importés, le ralentissement de la croissance des exportations se reflète dans l'évolution des importations de biens et de services. Ces dernières ayant toutefois affiché une hausse (+0,5 %) quelque peu inférieure à celle des exportations, les exportations nettes de biens et de services ont apporté une contribution légèrement positive à la croissance du PIB, de 0,2 point de pourcentage, tandis que la contribution des variations des stocks est ressortie à -0,2 point de pourcentage en 2012, contre +0,7 point de pourcentage en 2011.

Sur l'ensemble de l'année 2012, l'emploi n'a augmenté que de 0,2 % (+ 8 200 personnes), après avoir progressé de 1,4 % (+61 600 personnes) en 2011. La croissance du nombre d'heures ouvrées par les salariés s'est ralentie, revenant de 1,9 % en 2011 à 0,1 % en 2012.

AGRÉGATS ANNUELS

PIB, ÉVOLUTIONS ANNUELLES EN VOLUME

(pourcentages de variation, données corrigées des effets de calendrier)

2009	-2,8
2010	2,4
2011	1,9
2012	-0,3

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des effets de calendrier)

	2009	2010	2011	2012	pm 2012 bruts (3)
1. Valeur ajoutée					
Industrie	-9,6	5,2	2,5	-2,5	-2,5
Construction	-1,3	0,5	5,0	1,0	1,1
Services	-1,4	1,7	1,9	-0,1	-0,1
2. Dépenses					
Dépenses de consommation privée (1)	0,6	2,7	0,2	-0,3	-0,3
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,9	0,6	1,1	0,4	0,4
Formation brute de capital fixe totale	-8,4	-1,2	4,2	-0,6	-0,6
Entreprises	-10,2	-3,2	8,6	0,1	0,1
Logements	-8,6	3,1	-5,3	-2,8	-2,8
administrations publiques	9,8	-1,2	5,9	0,9	0,9
Demande intérieure (hors stocks)	-1,2	1,4	1,3	-0,2	-0,2
Variations des stocks (2)	-1,1	0,3	0,7	-0,2	-0,2
Exportations de biens et de services	-11,1	9,6	5,5	0,7	0,7
Importations de biens et de services	-10,6	8,9	5,7	0,5	0,6
Exportations nettes de biens et de services (2)	-0,6	0,7	-0,1	0,2	0,1
3. Marché du travail					
Nombre total de travailleurs	-0,2	0,7	1,4	0,2	0,2
Volume de travail des salariés	-1,9	0,9	1,9	0,1	0,1

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

(3) Bruts: données non corrigées des effets de calendrier.